



Les comptes de la Nation en 2013 Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

En 2013, la croissance de l'économie française reste faible : le produit intérieur brut en euros constants progresse de 0,3 %, comme en 2012. La consommation des ménages redémarre, après une baisse historique en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009, résultat d'une réduction des dépenses tant des entreprises que des ménages. Du fait de la légère reprise de la demande intérieure, les importations se redressent. La progression des exportations est un peu supérieure, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Après un net recul en 2012, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages se stabilise en 2013 sous l'effet de la désinflation, en dépit de la hausse des prélèvements. Le taux d'épargne des ménages est quasi stable. Les taux de marge et d'autofinancement des sociétés non financières diminuent de nouveau.

Anne-Juliette Bessone, Vladimir Passeron, Hélène Soual, département des Comptes nationaux, Insee

En 2013, le produit intérieur brut (PIB) croît de 0,3 % en euros constants, après une année de croissance déjà modeste en 2012 (+ 0,3 %, *figure 1* et *encadré 1*).

La production industrielle en volume recule de nouveau (- 0,5 %), mais moins fortement qu'en 2012 (- 1,5 %). Elle demeure inférieure de 8,6 % à son plus haut niveau atteint en 2007. Hormis l'industrie agro-alimentaire, toutes les grandes branches manufacturières sont mieux orientées en 2013 qu'en 2012. En revanche, la production des branches de services principalement marchands ralentit légèrement (+ 0,7 % après + 0,9 %), en particulier dans l'information-communication (+ 1,4 % après + 3,8 %). Enfin, la production dans la construction se contracte de nouveau (- 1,4 % après - 1,7 % en 2012).

La consommation des ménages se redresse

Après avoir baissé en 2012 pour la première fois depuis l'après-guerre, les dépenses de consommation des ménages se redressent légèrement en 2013 (+ 0,2 % en euros constants après - 0,5 % en 2012). Pour les biens manufacturés, la baisse d'ensemble est moins vive qu'en 2012 (- 0,8 % après

Avertissement

Les comptes présentés ici actualisent les agrégats publiés dans l'*Informations Rapides* n° 73 du 31 mars 2014 sur les « Comptes nationaux trimestriels - Résultats détaillés du 4^e trimestre 2013 ». Cette actualisation intègre notamment le changement de base des comptes nationaux, passés du système européen de comptes (SEC) 1995 au SEC 2010 (cf. « Le niveau du PIB est révisé de + 3,2 % en base 2010 », <http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/default.asp?page=base-2010.htm>).

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2013			
	2011	2012	2013	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	2,1	0,3	0,3	2 113,7	0,8	1,1	0,3
Importations	6,3	- 1,3	1,7	629,1	- 1,6	0,1	- 0,5
Consommation effective des ménages, dont :							
- dépense des ménages	0,7	0,1	0,6	1 498,4	0,6	1,2	0,4
- dépense individualisable des administrations	0,4	- 0,5	0,2	1 126,4	0,6	0,8	0,1
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,8	2,1	328,6	0,4	2,5	0,3
Formation brute de capital fixe, dont :							
- entreprises non financières	0,4	1,5	1,6	181,3	0,6	2,3	0,1
- ménages	2,1	0,3	- 1,0	466,9	0,4	- 0,6	- 0,2
- administrations publiques	3,9	0,1	- 0,9	251,2	0,5	- 0,4	- 0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	1,0	- 2,2	- 3,1	107,9	0,2	- 2,9	- 0,2
Exportations	- 4,4	1,6	1,0	85,6	0,4	1,4	0,0
	1,1	- 0,6	- 0,2	- 1,7	///	///	- 0,2
	6,9	1,1	2,2	597,8	- 0,4	1,8	0,6

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

-1,5 %). Cela résulte notamment d'un repli moins important des achats d'automobiles (-5,7 % après -8,0 %). Traditionnellement dynamiques (+10,0 % en moyenne par an entre 2005 et 2011), les dépenses en biens d'équipements ralentissent de nouveau (+4,6 % après +4,9 % en 2012) : c'est la plus faible hausse depuis 1993. Les autres achats de biens manufacturés reculent.

Le rythme de progression des dépenses de services est quasi stable (+0,6 % après +0,5 % en 2012). La consommation d'information-communication (+3,2 % après +2,4 %) et de transport (+0,5 % après 0,0 %) est un peu plus dynamique. *A contrario*, les dépenses en hébergement-restauration (-1,4 % après -1,8 %) et celles en services aux ménages (-1,4 % après -0,2 %) se replient. Les dépenses en énergie-eau-déchets (notamment le gaz et l'électricité pour le chauffage) ralentissent nettement en 2013 (+2,1 %) : en 2012, elles avaient rebondi (+6,6 %) après avoir chuté en 2011 (-8,6 %) du fait de températures exceptionnellement clémentes. Enfin, la consommation des touristes français à l'étranger augmente, contribuant à la hausse de la consommation des ménages à hauteur de +0,1 point.

En 2013, les dépenses de consommation des administrations publiques progressent un peu plus vite (+2,0 % en euros constants après +1,7 %), notamment celles de santé dont les prix baissent (pour plus de détails sur les comptes des administrations publiques, cf. *bibliographie*).

L'investissement des ménages et des entreprises recule

Après trois années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques fléchit en 2013 (-1,0 % après +0,3 % en 2012). Son niveau reste ainsi inférieur en volume de 5,1 % à celui de 2007. Cette baisse en 2013 est principalement imputable aux ménages (-3,1 % après -2,2 %), dont les investissements reculent particulièrement dans les logements neufs. L'investissement des entreprises non financières se tasse également (-0,9 % après +0,1 %), notamment en construction (-2,7 % après -4,0 %) et en matériels de transport (-3,5 % après -6,1 %). Les entreprises limitent également leurs dépenses en services d'information-communication (+0,3 % après +7,3 %). De même, l'investissement des entreprises financières est quasi stable (-0,4 %) après avoir été très dynamique en 2012 (+13,6 %). Enfin, l'investissement des administrations publiques continue de croître, mais moins rapidement qu'en 2012 (+1,0 % après +1,6 %). Il accélère dans les travaux publics et la recherche-développement mais ralentit nettement dans les matériels de transport, notamment militaires.

Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur comportement de

stockage : en 2013, les stocks contribuent négativement à la croissance du PIB, à hauteur de -0,2 point, après déjà -0,6 point en 2012 (*figure 2*). Au total, l'investissement des entreprises et le déstockage contribuent à hauteur de -0,3 point à la croissance du PIB en 2013, après -0,5 point en 2012.

Le commerce extérieur contribue positivement à l'activité

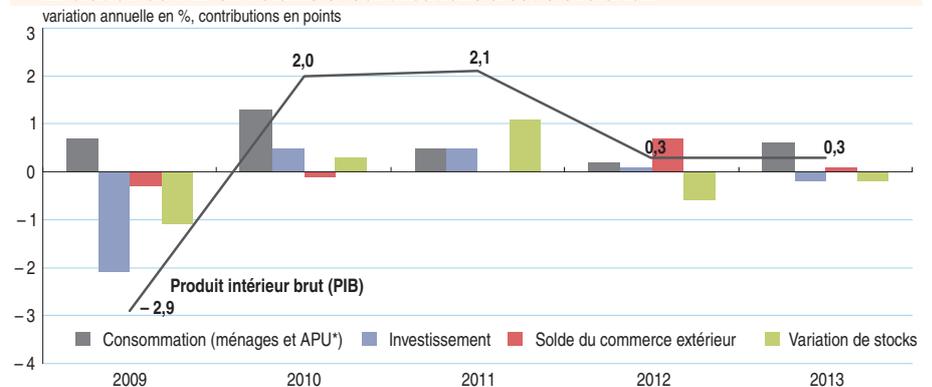
En 2013, les importations se redressent (+1,7 % après -1,3 %), répondant à la légère reprise de la demande intérieure. Les exportations sont également plus dynamiques (+2,2 % après +1,1 %), en ligne avec l'accélération du commerce mondial. Au total, le commerce extérieur contribue positivement à l'activité, à hauteur de +0,1 point de PIB, après +0,7 point en 2012. Les services alimentent la reprise des exportations comme

des importations. Les exportations doivent également leur dynamisme aux matériels de transport, notamment aux ventes aéronautiques. La hausse des importations est aussi imputable aux biens d'équipements et aux matériels de transport.

Le pouvoir d'achat des ménages se stabilise

En 2013, le revenu disponible brut des ménages augmente de 0,6 % en valeur, soit un rythme très proche de celui de l'année précédente (+0,5 %, *figure 3*). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale décelère (+0,6 % en 2013 après +1,4 % en 2012), notamment pour l'énergie, les loyers et certains produits alimentaires. Au total, le pouvoir d'achat du revenu disponible se stabilise (0,0 %) après un net recul en 2012 (-0,9 %). Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Une fois tenu compte de

2 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



* Administrations publiques.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Encadré 1 Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

Les comptes trimestriels publiés lors des résultats du 4^e trimestre 2013 ont fourni une première estimation du PIB en 2013. Ils étaient élaborés en base 2005.

La publication du compte provisoire de l'année 2013 est l'occasion du passage de la base 2005 à la base 2010, qui conduit à réviser sensiblement le niveau des agrégats macroéconomiques publiés jusqu'alors. Par exemple, en 2010, le PIB s'établit à 1 998,5 milliards d'euros en base 2010, contre 1 936,7 milliards en base 2005. Un dossier en ligne sur le site internet de l'Insee détaille les principaux éléments de ce changement de base (*bibliographie*). Les modifications induites s'ajoutent aux révisions plus habituelles portant sur les comptes définitif (2011) et semi-définitif (2012). Le relèvement du niveau du PIB joue notamment à la baisse sur les ratios de finances publiques (déficit, dette, recettes, dépenses et prélèvements obligatoires rapportés au PIB), mais le numérateur de ces ratios est aussi affecté par le passage en base 2010 si bien que le sens des révisions varie selon l'indicateur (cf. *Insee Première* n° 1500 cité en bibliographie). Les ratios des sociétés non financières (taux de marge, d'investissement et d'autofinancement) sont par ailleurs révisés en hausse.

Par rapport à la précédente publication en mai 2013, la croissance du PIB en 2011 est rehaussée de 0,1 point, à +2,1 %, dans la version définitive du compte, et celle de 2012 de 0,3 point, à +0,3 %, dans la version semi-définitive du compte.

Sur l'année 2013, la présente publication fournit la première évaluation de l'évolution annuelle brute du PIB, à +0,3 %. Une précédente estimation à +0,3 % avait été publiée le 14 février 2014 à l'occasion des premiers résultats des comptes trimestriels pour le 4^e trimestre 2013. Mais cette estimation était corrigée de l'effet des jours ouvrables, qui joue pour 0,1 point à la baisse sur l'activité. À concepts comparables, l'évolution du PIB en 2013 est revue de 0,1 point à la hausse, l'investissement des entreprises et du commerce extérieur étant un peu plus dynamiques qu'initialement estimés.

Dans le compte provisoire 2013, la croissance du revenu disponible brut nominal des ménages est revue en baisse de 0,3 point, du fait d'une moindre progression des revenus nets d'activité et des revenus du patrimoine. Le profil du taux d'épargne est peu modifié (baisse de 0,1 point contre stabilité précédemment). Enfin, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est revu à la baisse de 0,3 point.

la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) se replie encore de 0,6 % (après -1,5 % en 2012).

Le revenu disponible brut (RDB) en valeur croît quasiment au même rythme en 2013 qu'en 2012. La contribution à la croissance du RDB des revenus nets d'activité, qui ralentissent nettement, n'est que de +0,2 point. Les prestations sociales en espèces restent

le principal contributeur à la croissance du RDB (+1,0 point) bien qu'elles décélèrent également. La contribution des revenus du patrimoine est en 2013 légèrement positive (+0,2 point) tandis que les impôts courants (-0,6 point) pèsent moins sur le RDB qu'en 2012.

La masse salariale nette reçue par les ménages ralentit (+0,5 % après +1,6 % en 2012). D'une part, les salaires et traitements progressent moins (+1,0 % après +1,8 %). D'autre

part, les cotisations sociales versées par les salariés accélèrent (+5,0 % après +3,3 %), en lien avec la fin de l'exonération des heures supplémentaires appliquée à partir de septembre 2012, ainsi qu'avec la hausse des taux de cotisation vieillesse. La décélération des salaires et traitements reflète le recul de l'emploi (-0,3 % après 0,0 %) et surtout un fort ralentissement du salaire moyen net par tête (+1,2 % après +1,9 %). Le revenu mixte des entrepreneurs individuels est en outre

3 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble (comptes base 2010)

à prix courants, en milliards d'euros, en %

	Évolution en % (sauf italiques)			Niveau 2013
	2011	2012	2013	
Produit intérieur brut, dont :	3,0	1,5	1,1	2 113,7
Valeur ajoutée au prix de base	2,7	1,6	1,0	1 896,9
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits (1)	6,2	1,4	1,9	216,8
Revenu national brut	3,3	0,8	1,3	2 150,4
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	3,2	0,7	1,1	2 103,1
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	2,7	1,3	0,7	1 296,5
Sociétés non financières	3,6	1,6	0,3	1 068,8
Entreprises individuelles	-0,3	0,4	0,1	135,4
Sociétés financières	-2,4	-0,9	5,7	92,4
Valeur ajoutée des administrations publiques	2,2	2,1	1,7	354,8
Éléments de partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	3,2	2,0	1,1	778,1
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	0,8	-0,4	-0,7	469,5
Rémunération des salariés des administrations	1,5	1,9	1,7	273,3
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	2,3	-0,4	-2,6	317,4
Revenus de la propriété nets versés	-3,4	6,8	-12,8	68,5
Épargne brute	0,1	-3,5	-1,4	181,9
Formation brute de capital fixe	6,7	1,6	-0,4	241,0
Variation des stocks	19,6	-12,8	-6,4	-3,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-34,0	0,7	9,0	-35,7
Taux de marge (2)	-0,4	-0,6	-0,9	29,7
Taux d'autofinancement (3)	-5,3	-4,0	-0,8	75,5
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	-9,5	-5,8	17,9	36,0
Formation brute de capital fixe	19,9	14,7	-0,3	17,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-4,4	-7,3	-9,7	6,9
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI (4)	3,6	1,8	0,9	176,0
Revenu mixte net des EI	-0,1	-0,3	-2,0	87,5
Salaires nets reçus	2,2	1,6	0,5	729,8
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature (5)	2,3	3,8	2,8	457,6
Revenus de la propriété nets reçus	2,8	-4,4	1,0	110,1
Impôts courants	5,4	9,0	3,9	207,2
Revenu disponible brut	2,0	0,5	0,6	1 326,3
Dépense de consommation finale	2,3	1,0	0,8	1 126,4
Revenu disponible brut ajusté	2,0	0,9	1,1	1 698,3
Consommation effective des ménages	2,2	1,3	1,2	1 498,4
Épargne brute	0,7	-1,9	-0,4	199,9
Formation brute de capital fixe	3,6	-0,6	-2,7	118,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-3,2	-6,5	2,9	76,8
Taux d'épargne (6)	-0,2	-0,4	-0,1	15,1
Taux d'épargne financière (7)	-0,4	-0,5	0,2	5,8
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	9,4	3,2	0,7	443,9
Importations de biens (FAB)	12,9	1,0	-1,4	484,7
Exportations de services - importations de services	3,5	2,8	0,1	9,5
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	3,8	-21,4	4,3	-10,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	-11,3	-9,8	14,1	-41,8

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Épargne brute / formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

(6) Épargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

atone (-0,1 %) et les cotisations versées par les non-salariés (+6,3 %) sont majorées par des mesures nouvelles : déplafonnement de la cotisation maladie, fin de la double déduction des frais professionnels et hausse des taux de cotisation vieillesse.

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages décélèrent (+2,8 % après +3,8 %). Elles restent certes portées par la branche vieillesse, qui accélère un peu (+3,8 % en 2013, après +3,6 % en 2012). Mais les prestations de la branche famille ralentissent (+1,2 %, après +3,0 % en 2012), en raison du contrecoup de la revalorisation exceptionnelle de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire en 2012. De plus, les prestations de l'Unedic continuent de progresser du fait de la situation dégradée du marché du travail, mais de manière un peu moins soutenue qu'en 2012 (+4,5 % en 2013, après +5,9 %).

À l'inverse, les revenus du patrimoine se redressent en 2013 (+0,9 % après -0,7 % en 2012). Les intérêts reçus et versés par les ménages se replient sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt : leur solde (reçus moins versés) se stabilise, alors qu'il soutenait le revenu en 2012. En revanche, les dividendes reçus remontent (+3,4 % après -8,0 %) après une année 2012 très mal orientée. Enfin, les revenus de la propriété attribués aux ménages dans le cadre de leurs placements en assurance-vie baissent légèrement (-0,3 % après -2,5 %).

Après avoir fortement augmenté en 2012 sous l'effet de nouvelles mesures fiscales, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine croissent plus modérément en 2013 (+3,9 %, après +9,0 %). C'est le cas notamment de l'impôt sur le revenu, de la contribution sociale généralisée et de la taxe d'habitation. En outre, l'impôt de solidarité

sur la fortune recule, par contrecoup de la contribution exceptionnelle de 2012.

Alors que le revenu disponible brut des ménages croît de 0,6 %, leurs dépenses de consommation finale augmentent de 0,8 % en valeur. Leur taux d'épargne perd ainsi 0,1 point en moyenne annuelle, pour s'établir à 15,1 % en 2013.

Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages consomment également des biens et services dont le coût est pris en charge par la collectivité : éducation, santé, allocations logement... En 2013, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, est plus dynamique que le revenu disponible brut (+1,1 % contre +0,6 %). Il bénéficie de l'accélération des prestations sociales en nature (+2,6 %, après +2,2 % en 2012), portée à la fois par la partie marchande, notamment les remboursements de médicaments et le logement, et par la partie non marchande (santé, éducation).

Les taux de marge et d'autofinancement des sociétés non financières se replient

En 2013, la rémunération versée à leurs salariés par les sociétés non financières (+1,2 % après +2,2 %) augmente plus rapidement que leur valeur ajoutée, qui est très peu dynamique en valeur (+0,3 % après +1,6 %). De plus, la progression des impôts sur la production reste rapide (+5,6 %), le relèvement en août 2012 du forfait social à 20 % jouant notamment pour la première fois en année pleine. Au total, l'excédent brut d'exploitation se contracte pour la deuxième année consécutive (-2,6 % après -0,4 %). Le taux

de marge perd ainsi 0,9 point par rapport à 2012 pour s'établir à 29,7 %, niveau le plus bas depuis 1985 (28,4 %).

Le solde des revenus financiers des sociétés non financières est toutefois plus favorable que l'année précédente : la baisse des taux allège la charge nette d'intérêts, et les dividendes versés reculent davantage que ceux reçus. À l'inverse, l'impôt sur les sociétés accélère (+10,1 % après +0,5 % en 2012), soutenu par un certain nombre de mesures nouvelles : limitation de la déductibilité des charges financières et de l'imputation des déficits, réforme du cinquième acompte, nouvelle contribution additionnelle portant sur les montants de dividendes distribués, etc. En conséquence, l'épargne des sociétés non financières diminue de nouveau (-1,4 % après -3,5 % en 2012). Parallèlement, leurs investissements reculent légèrement en valeur (-0,4 % après +1,6 %), ce qui limite la baisse du taux d'autofinancement (-0,8 point à 75,5 %). Ce dernier diminue toutefois pour la troisième année consécutive. Le recul du taux d'investissement est plus limité (-0,2 point à 22,5 %).

La capacité de financement des sociétés financières se réduit

En 2013, la valeur ajoutée des sociétés financières se redresse (+5,7 % après -0,9 % en 2012). C'est le cas des banques (+6,4 % après +2,7 %), dont les marges d'intermédiation sur les crédits bénéficient de la diminution des taux d'intérêt du marché interbancaire. L'accélération touche également les assurances (+9,7 % après -12,9 %), tant sur le segment de l'assurance-dommage que sur celui de l'assurance-vie. En revanche, le solde des revenus de la propriété des sociétés financières se dégrade, pesant sur leur épargne et leur capacité de financement.

Encadré 2

Au-delà du PIB, le revenu national disponible

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, pour une approche du bien-être, la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut (RNB). Cet agrégat intègre les revenus perçus par les résidents du fait d'activités ou de placements à l'étranger et exclut les flux inverses. Le revenu national disponible brut (RNDB) prend en outre

en compte d'autres flux avec l'extérieur (contributions à l'Union européenne, prestations sociales, etc.).

En 2013, le PIB croît de 1,1 % en valeur. Le RNB augmente davantage (+1,3 %) en raison de l'amélioration du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés au reste du monde). La hausse du RNDB (+1,1 %) est plus faible que celle du RNB, principalement du fait de la hausse des versements au titre des ressources propres de l'Union européenne.

Bibliographie

- « Les comptes des administrations publiques en 2013 », *Insee Première* n° 1500, mai 2014.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr.
- Dossier « Le niveau du PIB est révisé de +3,2 % en base 2010 » disponible dans la rubrique « Comptes nationaux annuels » du site www.insee.fr.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,
C. Pfister, V. Quénechdu
Maquette : C. Kohler
Impression : Jouve
Code Sage IP141499
ISSN 0997 - 3192
© Insee 2014

• *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
www.insee.fr/collections-nationales

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) :
<http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :
<http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

